

Cher Ignacio Ramonet

Messieurs les Ambassadeurs

Chers Amies et Amis

Nicolas Maduro

Edgar Morin

1. Je commence par remercier l'invitation que Ignacio Ramonet m'a fait pour participer dans cette conférence « Venezuela : pour une politique européenne indépendante » et dans le débat avec le ministre Nicolas Maduro et le professeur et philosophe Edgar Morin, très cher Ami, sur « La crise financière internationale vue du Sud. Comment reconstruire un système en faillite ? ».

2. Entrant dans le vif du sujet, sans perdre du temps, je commence par souligner que la crise était prévue et annoncée depuis longtemps mais les dirigeants responsables politiques et entrepreneurs n'ont pas voulu la voir et reconnaître...

3. Deuxièmement, elle n'est pas seulement une crise financière – dont l'épicentre est dans les États Unies – mais une crise multiple : économique, énergétique, alimentaire, de l'environnement et morale et politique – une crise de civilisation. Dans un mot : la crise plus grave du capitalisme dans sa phase financière et spéculative, pire que la crise de 1929.

4. Nous connaissons les conséquences terribles de la crise de 1929 : l'ascension du nazisme, l'intervention du nazisme, du fascisme et du salazarisme dans la guerre d'Espagne, le Pacte germano-soviétique et, finalement, la deuxième guerre mondiale, avec tous ses horreurs.

5. La première préoccupation, des femmes et des hommes de gauche, à mon avis, doit être d'éviter que cette crise puisse avoir les mêmes conséquences négatives. C'est un grand danger qu'ils nous faut prévenir et éviter.

6. C'est pour cela que j'ai suivie depuis longtemps les élections présidentielles américaines et que je pense nous devons parier dans la victoire de Barack Obama, qui peut avoir le même effet bénéfique que la victoire de Franklin Roosevelt en 1933.

7. Je suis un européiste convaincu. Mais aujourd'hui je suis très pessimiste face à l'avenir de l'Union, avec les dirigeants que nous avons aujourd'hui : Sarkozy, Gordon Brown, Berlusconi et même Angela Merkel, la plus convaincue des responsabilités européennes, malgré son conservatisme.

8. Dans la péninsule ibérique nous avons deux gouvernements majoritaires socialistes – avec Zapatero et Sócrates – mais soumis à des grandes pressions, dans le cadre de l'Union.

9. D'autre part, la gauche européenne, politique, sociale et syndicale, malgré des efforts sérieux pour la repenser, continue très dispersée, fragile et sans une stratégie d'ensemble. Ce qui est grave.

10. Le temps est court et nous presse. La crise est globale et, à mon avis, c'est dans un cadre global que doit être combattue. Si Obama gagne – comme j'espère – en 4 de novembre il aura, peut-être, conditions pour renforcer l'ONU, reformuler les institutions financières internationales dans le cadre de l'ONU, incluant l'Organisation Mondiale du Commerce et en cherchant réglementer, avec des principes éthiques et juridiques, la globalisation économique néolibérale et sauvage – principale responsable pour cette crise – et faisant de mode à terminer avec les off-shores et les paradis fiscaux.

11. La crise est globale et le monde est devenu à nouveau multilatéral. C'est une crise du système dans son ensemble et non pas seulement de l'Amérique et de l'Union Européenne. Tous les pôles du monde – et en spécial les pays émergents Chine, Brésil, Russie, Inde et d'autres – doivent participer dans sa résolution, en dialogue entre égaux. C'est une crise dont la résolution implique un dialogue approfondi et surtout un effort permanent en faveur de la paix.

12. C'est dans ce sens que l'Amérique Latine a une énorme importance et la Venezuela en premier plan entant donné le rôle courageux du Président Hugo Chávez en dénonçant la politique agressive de l'Administration Bush.

13. En effet, l'Amérique Latine vit, aujourd'hui, ce que j'ai appelé une révolution démocratique et pacifique en se libérant de la tutelle centenaire des États Unies. Non seulement la Venezuela mais beaucoup d'autre pays de l'Amérique du Sud et Centrale. Il y a certains dont les conditions les force à un certain radicalisme et d'autres, comme le Brésil, le Chili, et même l'Argentine, plus modérés mais avec le même esprit d'indépendance stratégique vis-à-vis les États Unies.

14. Bien sur l'Union Européenne a tout l'intérêt en être solidaire avec ces pays de l'Amérique Latine et a l'obligation de les aider et de contribuer pour les unir face au grand voisin du Nord, qui d'ailleurs – je l'espère – va changer. On verra en quel sens. Le Portugal et l'Espagne doivent être – comme pays ibériques et européens – dans la pointe de ces combats, solidaires et en faveur de l'Amérique Latine.

15. Je me permets de faire, pour terminer, une dernière réflexion. Une alliance solide – et stratégique – entre le Brésil et la Venezuela c'est d'une importance énorme pour l'avenir indépendant et intégré de l'Amérique du Sud.

Moi, qui connais bien les Présidents Lula et Chávez – et surtout dans ces relations réciproques – je suis sûre que ça va s'approfondir et développer. Je sais aussi que l'Espagne, Portugal et même la France voient avec beaucoup de sympathie cette stratégie globale que ne peut exclure aucun des pays de l'Amérique Latine que la veulent.

Merci.

Paris, le 25 octobre 2008